

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Luiz Inacio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, sur la recherche d'un accord pour lutter contre le réchauffement climatique, à Copenhague le 17 décembre 2009.

LE PRESIDENT -

Mesdames et Messieurs,

Le Président LULA et moi nous venons d'avoir une longue réunion de travail. Notre analyse de la situation, de la conférence, de ses enjeux, des risques qu'elle encoure, notre analyse est strictement la même. Et ce soir, nous vous disons tout les deux ce que nous souhaitons, que nous demandons une réunion de travail après le dîner à 22h30 et qu'à cette réunion de travail soit présent les principaux pays intéressés par la négociation de chaque région du monde.

Dans cette réunion de travail, le Brésil et la France, nous ferons des propositions qui tiendront compte du travail qui a déjà été réalisé, notamment par M. CUTAJAR et par John ASHE. Il ne s'agit pas pour nous de remplacer, mais de proposer un chapeau politique avec des principes politiques. Nous réservons d'ailleurs le contenu de ces principes pour la réunion de travail.

En vérité ce que nous voulons, le Président LULA et moi, c'est que la conférence de Copenhague soit un succès. Et pour qu'elle soit un succès, il faut passer à la vitesse supérieure, maintenant. Il n'est pas question dans notre esprit d'attendre tranquillement que recommence la session de demain sans que l'on mette à profit, cette nuit pour travailler en détail.

S'agissant du fond, le Brésil et la France ont déjà eu l'occasion de publier un texte qui est pour nous la base de travail. Simplement, ce que nous tenons à préciser, c'est que nous voulons pas retirer et le protocole de Kyoto et le texte de M. CUTAJAR, que tout ceci c'est une contribution au débat et que nous proposerons un chapeau général qui tiendra compte du travail qui a déjà été réalisé. C'est donc une initiative extrêmement importante et à cette initiative, je peux d'ores et déjà dire du côté européen qu'Angela MERKEL et Gordon BROWN sont naturellement avec la demande de cette réunion.

LE PRESIDENT LULA - Quand même, j'ai l'impression que le pessimisme qui s'est abattu sur Copenhague jusqu'à hier soir ou même jusqu'à au jour d'hui, il y a quelques heures, peut se transformer en optimisme, à Copenhague, si les Leaders peuvent avoir la maturité de comprendre le but de la réunion que nous sommes entrain de proposer.

Vous qui suivez ces conférences internationales, vous savez comment elles ont lieu. C'est-à-dire que nos experts discutent pendant des mois, des années et lorsque tout va bien, les Leaders se retrouvent et donnent leur approbation. Mais quand cela ne marche pas, il faut que les gens qui ont été élus démocratiquement par le peuple de chaque pays assument le poids et aussi le bénéfice des choses que nous allons faire.

Il serait impardonnable pour l'humanité que nous gâchions Copenhague. Peu importe ce qui a eu lieu jusqu'à présent. Nous souhaitons mettre à profit tout ce qui a été produit de bon, de positif et nous souhaitons donner un grand signal au monde, que nous sommes capable de faire une proposition qui puisse servir les intérêts de l'humanité et à l'intérieur de l'humanité, qui puisse

faire vivre les pays les plus pauvres. Chaque pays, proportionnellement, va assumer les responsabilités qui lui reviennent.

Je pense que le Brésil et la France, qui avaient déjà prouvé ce souci. Dans le document signé par le Président SARKOZY et par moi-même à Paris, le mois dernier, le Brésil avait déjà pris une décision volontaire et cette décision volontaire a été approuvée par le Congrès du Brésil. Cela s'est donc transformé en loi. Individuellement, il y a beaucoup de pays qui essayent, chacun à sa façon, de répondre aux attentes de leur opinion publique.

Je pense que cette proposition du Président SARKOZY de tenir une réunion après le dîner, où seraient représentés les principaux interlocuteurs régionaux, va permettre que nous puissions arriver demain en séance avec une proposition capable d'être approuvée. Si nous n'avons pas la compétence de réunir les Leaders et de prendre une décision, nous courons le risque de nous trouver sur une photo qui restera comme celle des dirigeants qui ont été incompetents, incapables de s'occuper de la planète terre, quand il était encore possible de le faire. Il va y avoir un moment où il ne sera plus possible de le faire. Donc, je pense que la présence du Président SARKOZY, des principaux dirigeants européens, d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie au cours de ce dîner va permettre que nous réussissions à faire une réunion et que nous prenions les décisions qu'il faut prendre.

L'unique chose que nous avons l'obligation d'empêcher, c'est que Copenhague se transforme en un échec, que nous sortions d'ici dans une situation encore pire que lorsque nous sommes arrivés.

QUESTION - Vous demandez tous les deux une réunion ce soir, mais un des principaux protagonistes, le Président OBAMA sera absent, donc, je voudrais savoir ce que vous pouvez en attendre, à partir du moment où un des principaux points de crispation de cette conférence et le conflit qui oppose les Etats-Unis à la Chine ? Et puis, deuxième question, si cette réunion n'a pas lieu, comme vous l'espérez, est-ce que cela veut dire que la conférence est fichue ?

LE PRESIDENT - D'abord cette réunion aura lieu et je ne vois pas quel pourrait être le prétexte qui ferait que l'on refuse au Président brésilien, au Président français, une réunion de travail à 22h30. Donc, nous n'envisageons pas que cette réunion n'ait pas lieu.

Deuxièmement, il se trouve que le Président LULA a eu longuement au téléphone, hier, le Président OBAMA et que je l'ai eu moi-même au téléphone, donc, nous connaissons bien ses positions, les points sur lesquels nous demanderons au Président OBAMA de faire un effort. Mais je rappelle que les Etats-Unis d'Amérique sont aussi représentés par Madame CLINTON. Donc, nous souhaitons tous les deux qu'elle soit présente à la réunion de ce soir.

Il ne s'agit d'ailleurs pas, pour la réunion de cette nuit, de tout décider, mais de préparer les bases d'un document qui sera voté et adopté, c'est ce que nous espérons, demain. Nous ne voulons prendre la place de personne, mais nous voulons faire le travail de préparation absolument indispensable sans lequel il n'y aura pas un accord entre 192 délégations. Cela ne va pas s'inventer demain entre 9 heures du matin et 13 heures. Donc, les Etats-Unis sont représentés à haut niveau, le Président LULA et moi, nous avons eu longuement le Président OBAMA hier, il n'y a pas de problème.

Enfin, si on devait commencer à travailler demain à 9 heures, il fallait nous prévenir, on serait venir à 9 heures moins le quart, alors. A moins que vous considériez que le fait qu'on soit là, c'est pour que l'on prenne un verre, Monsieur LULA et moi. Remarquez, on peut, mais on n'aime pas forcément les mêmes boissons. Est-ce qu'on a le droit de faire du travail quand même ? Si on est là, c'est qu'on avait besoin de nous, sinon ce n'était pas la peine de venir. Quant à Monsieur LULA, il est là depuis mardi soir, je crois. Le temps des bilatérales est passé, maintenant il faut du multilatéral pour avancer.

LE PRESIDENT LULA - Il y a un point qu'il faut que vous compreniez, au Brésil, il y avait un homme politique très connu qui disait qu'en politique, c'était comme regarder un nuage, on regarde d'une certaine façon, puis on regarde à nouveau et le nuage est complètement différent. Le fait que nous ayons des différences justifie notre existence même en politique, notre présence ici. Si tout était réglé, si tout était facile, M. SARKOZY serait chez lui, moi je serais chez moi et

chacun d'entre nous serait en train de s'occuper de nos affaires politiques ou publiques, ou à la maison.

Le fait que nous ayons des différences, ceci veut dire que les hommes politiques doivent entrer en action. Il faut dépasser ces différences, construire les convergences possibles et à partir de là, continuer à travailler pour voir si un jour nous pouvons atteindre la perfection.

Je me suis entretenu avec le Président OBAMA, il va arriver demain à 9 heures, mais je pense qu'au cours de ce dîner la Secrétaire d'Etat Hillary CLINTON va être présente, ce qui est naturel. Moi, quand j'envoie mon ministre des Affaires étrangères pour me représenter dans une réunion, sans doute que les décisions qu'il prend, moi je vais entériner. Et il me consulte tout le temps. Donc, les Etats-Unis sont bien représentés au dîner par Hillary CLINTON. Je pense que demain le Président OBAMA va être là et faciliter encore plus les choses. Le Président HU Jintao n'est pas là, mais le Premier ministre chinois est là. Il y a d'autres dirigeants qui ne sont pas présents, mais sont représentés par d'autres autorités. Je pense que les différences, justement, il faut cette réunion pour les éliminer.

QUESTION - Il reste moins de 24 heures avant la fin de cette réunion et je voudrais demander aux deux présidents quelles sont les chances, à ce moment précis, pour les leaders mondiaux d'éviter le naufrage de la conférence ? Objectivement, quelles sont les chances pour que les leaders parviennent à définir des règles claires pour éviter justement le réchauffement global, pour que cela ne dépasse pas 2 degrés d'ici la fin de ce siècle ? Et est-ce qu'il y a un risque, Président LULA, que le traitement établi pour les pays en

développement établi par le protocole de Kyoto soit menacé ? Est-ce qu'il y a un risque de recul ? LE PRESIDENT LULA - Je pense qu'il n'y a aucune chance de recul, par ce que tout le monde sait que, bien que cette responsabilité soit celle de tous, il faut établir des différences en fonction du temps historique des émissions de gaz à effet de serre. Tout le monde est d'accord, il y a un consensus là-dessus et pour nous, une condition importante, c'est maintien du principe du protocole de Kyoto, c'est-à-dire nous devons avoir des buts clairs et objectifs.

Je pense que les documents qui ont été élaborés, vous les examinez attentivement, il y a beaucoup de choses qui figurent déjà sur le document. Il y a des choses qui manquent, il y a des choses mises en parenthèse, des doutes encore, mais les dirigeants politiques existent justement pour cela.

Maintenant, l'heure est venue pour les leaders. Il faut que ce soir, ils disent : « l'accord va être celui-ci ». Si vous êtes en désaccord sur ce ou sur cela, peu importe. Maintenant, nous allons nous mettre d'accord et approuver ce qui peut l'être. Cette richesse de décisions démocratiques, il faut qu'elle serve de leçon pour nous tous. Nous avons des problèmes, nous avons des différences et nous n'allons pas construire, sans doute, l'accord parfait, mais nous allons construire l'accord possible, en respectant la souveraineté et la liberté démocratique de chaque pays.

LE PRESIDENT - Je pense que si l'on se met autour d'une table, les conditions du compromis, chacun les a présents à l'esprit. Les 2 degrés, les 80 % de réduction des émissions d'ici 2050, notamment pour les pays développés, on les connaît ces chiffres. Et en ce qui concerne la France, elle se bat pour que l'Europe maintienne sa proposition de 30% de réduction en 2020. On les connaît, on ne va pas en inventer de nouveaux.

Sur l'argent, la proposition que nous avons faite à Gordon BROWN, 10 milliards de dollars sur les trois premières années £ 50 milliards - la proposition que j'ai faite avec M. MELES - en 2015 et 100 milliards à partir de 2020. C'est sur la table, qu'est-ce qui a changé ?

La question des financements innovants, il y a quelqu'un qui va venir pour dire qu'il ne faut pas de financement innovant ? Et sur l'Organisation Mondiale de l'Environnement, si on est un peu compréhensif, un peu habile, et si l'on parle de transparence, dans le respect de la souveraineté, il y a quelqu'un qui va refuser cela ?

Mettons nous autour de la table. Les conditions du compromis, on va y travailler avec le Président LULA. Il y a déjà des textes sur la table, on va essayer de compléter tout cela et donner une forme de cohérence, mais on ne va pas réinventer des chiffres Madame. Il s'agit de savoir si on a la volonté d'un accord ? Si on a la volonté d'un accord, l'accord est à portée de

main. Et si on a la volonté d'un échec ... que ceux qui ont la volonté de l'échec, l'assument. Et nous on dit qu'on ne sera pas compli ce, voilà.

Je pourrais rajouter la déforestation. Y a-t-il quelqu'un qui va nous reprocher d'avoir prévu, sur les 10 milliards, 20% pour lutter contre la déforestation ? Y a-t-il quelqu'un qui va dire aux chefs d'Etat africains que ce qu'on a prévu, les 40% des 10 milliards, ce n'est pas pour l'Afrique ? Que ceux qui le pensent osent le dire. Et vous verrez qu'il n'y aura pas beaucoup de monde pour le oser le dire.

En tout cas, nous on est là pour faciliter les choses, pour bouger un peu la conférence, disons pour lui faire prendre un rythme de croisière un peu plus raisonnable, parce que là, franchement, ce n'était pas possible de continuer comme cela.

QUESTION - Je voudrais savoir où sont les Africains ? Parce que M. MELES était censé venir à cette conférence, comme vous l'aviez annoncé dans un communiqué. Est-ce qu'ils sont du côté du G77, collés à la Chine ou du côté des initiatives européennes ? Tout cela pour en arriver à une deuxième question : comment analysez-vous l'attitude de la Chine qui depuis deux jours est quand même très négative, en disant que les efforts des pays industrialisés sont insuffisants, notamment ceux des Etats-Unis, et en refusant tout contrôle externe de ses engagements. Donc comment vous allez arriver à décoincer cette solution ?

LE PRESIDENT - M. MELES a fait un travail remarquable, je m'en tiens aux textes qu'on a publiés hier. M. MELES a essayé de me joindre il ya juste un instant, je le verrai avant le dîner. Je vous l'annonce excusez moi. Il a aussi à coordonner toute l'Afrique, ce n'est pas simple pour lui, il n'est pas tout seul, c'est compliqué, mais il est tout à fait sur notre ligne.

Deuxièmement, sur la Chine, la Chine a fait des progrès, notamment en disant qu'elle n'entendait pas participer à la réception de l'argent qui allait être mobilisé. Cela vous paraît peut être anecdotique, c'est un point extrêmement important. Le Président LULA a vu le Premier ministre chinois hier et c'est au Premier Ministre chinois d'annoncer cela, mais je suis persuadé qu'il faut leur faire confiance, qu'ils sont prêts à faire un effort. Et sur l'Organisation Mondiale de l'Environnement, il faut parler de transparence nécessaire. On sait très bien que la question de la souveraineté nationale est une question sensible en Chine. On doit pouvoir faire bouger les choses, de la même façon que l'Inde a bien bougé.

Enfin, quand la Chine dit qu'il faut que les Etats Unis fassent un petit effort supplémentaire, je ne suis pas contre, ils ont raison. De la même façon que quand les Etats-Unis disent : « il faut que la Chine fasse un effort », ils ont raison. S'ils se concentraient les uns, les autres sur ce qu'ils ont à faire comme effort, ce serait encore mieux.

Et l'Europe qui était partie sur les 20% fait l'effort de mettre 30% sur la table. Voilà, c'est aussi simple que cela. Mais c'est maintenant.

LE PRESIDENT LULA - Je pense qu'il ne faudrait pas seulement faire attention à ce qu'on a lu hier, ou écouté hier. Il faut construire demain, c'est pour cela que la réunion de ce soir est si importante.

Au cours des deux jours que j'ai passé ici, je me suis entretenu avec beaucoup de gens, et la vérité c'est que nous avons entendu beaucoup plus de gens craignant un échec que de gens qui croyaient que nous puissions arriver à un accord. J'ai eu des entretiens jusqu'à 23h hier et c'est le pessimisme qui dominait. Mais je pense que nous pouvons transformer ce pessimisme en optimisme.

La Chine a ses problèmes, il faut la respecter, le Brésil a ses problèmes il faut les respecter, mais nous devons avoir conscience que tous, nous avons besoin d'évoluer pour que la situation de tous soit respectée et soit confortable. Je le dis depuis longtemps, dans tout ce que nous faisons, dans tout ce que nous allons faire aujourd'hui pour améliorer les choses, il faut toujours tenir compte des besoins des pays africains, pour qu'ils aient des avantages.

Il faut que nous ayons la capacité de verser des contributions pour que les Africains aient au XXIème siècle les occasions qu'ils n'ont pas eu au XXème siècle. Donc je pense que tout le monde est d'accord pour qu'une grande partie de ces fonds soit acheminée vers le continent africain pour des projets spécifiques, avec pour objectif la lutte contre le réchauffement

climatique mais surtout la question du développement de l'Afrique. Parce que le mot « développement » doit être associé directement aux mots « réchauffement global », « émissions de gaz à effet de serre ». Tout doit être lié au développement. Je pense que vous avez vu la position du Brésil, notre position est volontaire, mais nous avons décidé d'être audacieux parce qu'il faut contribuer pour la discussion pour lutter contre le réchauffement global.

Mais, il faut que je vous dise une chose, mes camarades français et brésiliens, ce qui a eu lieu jusqu'à hier, il faut travailler avec des choses qui vont faire partie de l'histoire. Parce que le jour où vous écrirez un livre sur ce qui s'est passé à Copenhague, vous direz que ce jour là, il n'y a pas eu d'accord et que tel jour il y a eu un accord. Notre mission, ici, c'est de travailler pour que nous puissions établir un accord. Nous avons une chose fondamentale qui est le document signé par le Président Nicolas Sarkozy et par moi-même à Paris. C'est quelque chose d'important. Je ne sais pas si tous vont être d'accord avec ce document dans son intégralité, mais c'est une base vraiment exceptionnelle pour la responsabilité. Cela engage la responsabilité de deux chefs de l'Etat.

Je vous demande maintenant d'aller dîner et de vous reposer parce que vous pouvez avoir des nouveautés à minuit, à une heure du matin. Et il faudra vous réveiller pour informer vos lecteurs.